

# A Genève, l'ONU continue de dégraisser

**MULTILATÉRALISME** Cette semaine, les nouvelles ne sont pas bonnes sur le front de l'écosystème international du bout du Léman. L'Unicef et l'OMS annoncent de nouveaux licenciements et des délocalisations. Gavi, l'Alliance du vaccin, n'est pas épargné

KASMIRA JEFFORD (GENEVA SOLUTIONS)

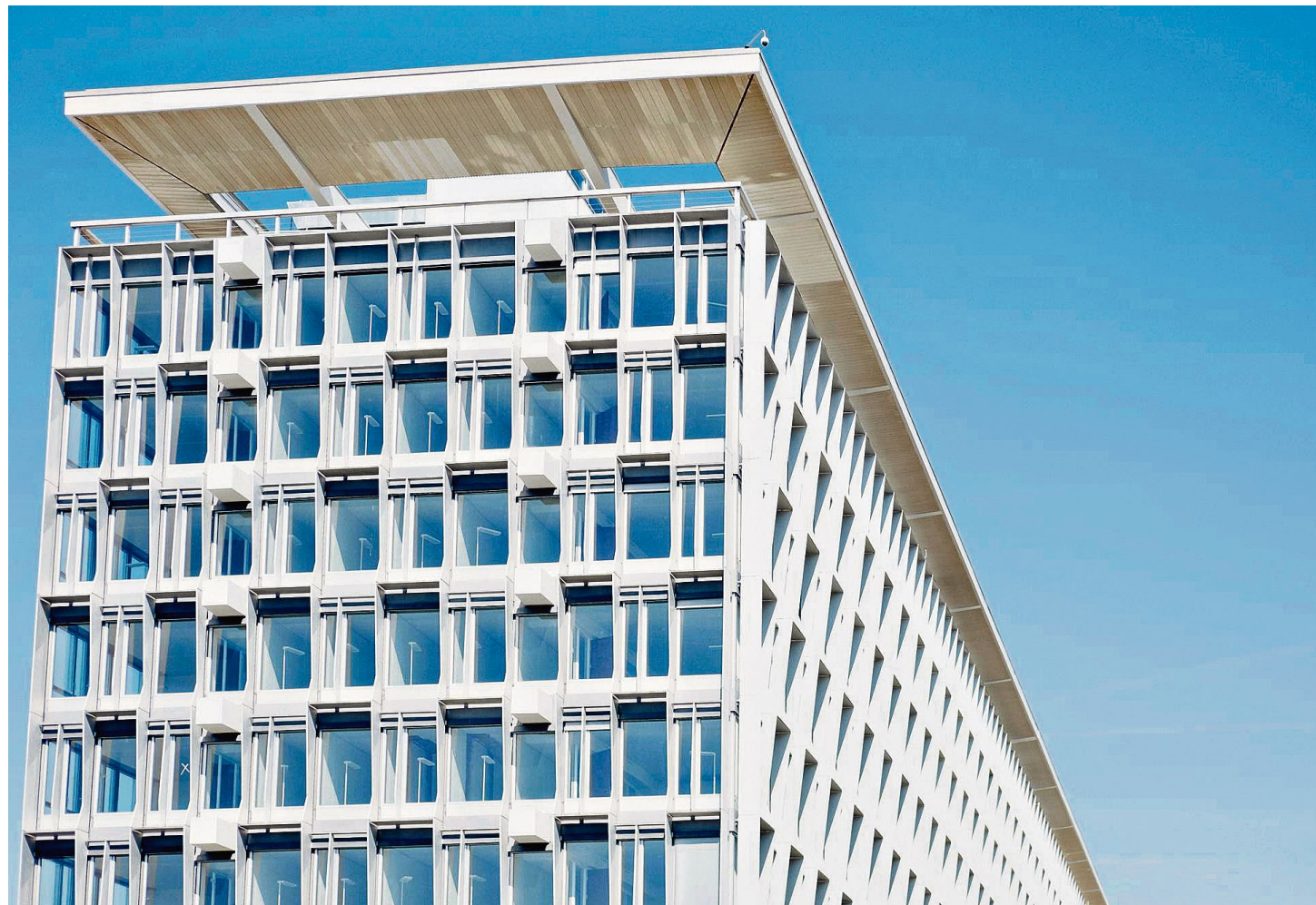
Genève, longtemps épicerie de l'aide humanitaire, de la médiation et de la diplomatie, subit en cette fin du mois de novembre une nouvelle vague de délocalisations et de suppressions d'emplois, touchant aussi bien le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) que l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'Unicef transfère la majorité de ses postes genevois à Rome dans une nouvelle série de bouleversements qui touche la ville et son rôle historique de plaque tournante du multilatéralisme. Ces changements interviennent alors que les agences de l'ONU tentent de s'adapter aux coupes effectuées dans l'aide internationale et de réduire leurs coûts en se déplaçant vers des villes moins onéreuses.

## Un bureau genevois avec 20 personnes?

Selon plusieurs médias, environ 290 postes d'Unicef seraient transférés vers la capitale italienne, ne laissant qu'une centaine d'emplois à Genève, où l'agence onusienne partage actuellement des bureaux avec l'Organisation internationale du travail (OIT). Toutefois, une source proche de l'organisation confesse à Geneva Solutions que le nombre de collaborateurs restant au bout du Léman serait probablement plus proche de 20, bien que le chiffre exact reste en discussion.

A ce stade, l'Unicef se refuse à tout commentaire. Dans un communiqué publié mercredi soir, l'agence précise toutefois «qu'environ 70% du personnel actuellement à Genève et à New York seraient transférés vers des lieux d'affectation moins coûteux». Cela inclut Nairobi, au Kenya, où des centaines d'employés basés à New York sont déjà en cours de transfert. «Nous sommes déterminés à maintenir une présence à Genève pour le plaidoyer et la coordination à l'échelle mondiale, ainsi qu'à New York, qui restera notre siège mondial», a déclaré un porte-parole de l'Unicef. Une partie de l'équipe chargée des programmes d'urgence restera également dans la Cité de Calvin.



Au siège de l'Organisation mondiale de la santé, 272 postes ont déjà été supprimés et 533 autres devraient suivre. (GENÈVE, 8 AVRIL 2025/NORA TEYLOUNI/LE TEMPS)

Qu'en dit la Confédération? Un porte-parole du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) relève, dans un communiqué envoyé par courriel: «La Suisse continuera de soutenir l'Unicef durant cette transition, notamment par des subventions ciblées pour ses espaces de travail, afin de garantir que Genève demeure une plateforme opérationnelle essentielle au service de l'action humanitaire.» Le parlement suisse a néanmoins décidé de réduire la contribution annuelle du pays à Unicef à 13 millions de francs pour 2025 alors qu'elle se chiffrait encore à 21 millions entre 2022 et 2024. La Confédération a en outre versé 3 millions supplémentaires pour soutenir le bureau genevois chargé des programmes d'urgence. Selon un porte-parole du DFAE, «son maintien à Genève

confirme que la ville demeure un pilier stratégique de la coordination humanitaire internationale».

## Déménagement à Rome à l'été prochain

Le déménagement vers Rome est prévu pour l'été 2026. Les employés de l'Unicef devraient s'installer dans les locaux du Programme alimentaire mondial, où de l'espace sera libéré à la suite d'importantes suppressions d'emplois au sein du PAM. Pour sa petite équipe restant à Genève, l'Unicef explore déjà de nouveaux locaux à louer, notamment à la Maison de l'environnement à Vernier qui accueille le Programme des Nations unies pour l'environnement et plusieurs ONG.

L'Unicef pilote également le projet Giga, une initiative conjointe avec l'Union internationale des télécommunications visant à

# 25%

L'Unicef prévoit de réduire de 25% les budgets de son siège et de ses bureaux régionaux, de délocaliser son personnel et de consolider ses implantations dans le monde.

connecter toutes les écoles à internet d'ici à 2030. Sa petite équipe basée au Campus Biotech ne devrait pas être affectée par la délocalisation.

L'agence, qui protège les droits des enfants et qui fournit une aide dans plus de 190 pays et territoires, prévoit une baisse de 20% de ses revenus au cours des quatre prochaines années par rapport aux niveaux de 2024, en raison de

premières réductions de financement opérées avant 2025. Le processus s'est accéléré par les coupes drastiques dans les contributions américaines décidées par le président américain Donald Trump dès son retour à la Maison-Blanche en janvier dernier.

## Un demi-milliard de dollars d'économies prévu

Face à ces réalités, l'Unicef prévoit de réduire de 25% les budgets de son siège et de ses bureaux régionaux, de délocaliser son personnel et de consolider ses implantations dans le monde. Un plan qui devrait permettre d'économiser environ un demi-milliard de dollars entre 2026 et 2029.

En mai, l'Unicef a annoncé qu'Amman, en Jordanie, deviendrait son bureau régional pour l'Europe, l'Asie centrale, le

Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, tandis que Bangkok, en Thaïlande, servirait de centre régional pour l'Asie du Sud, l'Asie de l'Est et le Pacifique.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance n'est pas la seule institution à annoncer des mesures d'austérité. Un rapport publié cette semaine par l'Organisation mondiale de la santé confirme que d'ici à l'été prochain, elle supprimera près d'un quart de son personnel, soit environ 2370 postes sur les 9457 que comptait l'OMS en décembre 2024. L'agence onusienne peine à combler un déficit de financement de 1,05 milliard de dollars pour son budget 2026-2027. A son siège de Genève, 272 postes ont déjà été supprimés et 533 autres devraient suivre.

## Réorganisations majeures dans la santé mondiale

D'autres agences de l'ONU, dont l'OIT, l'Organisation internationale pour les migrations et le Haut-Commissariat pour les réfugiés ont également supprimé des milliers de postes, tout en relocalisant des centaines de collaborateurs vers d'autres villes en Afrique, en Asie et en Europe.

Certains des plus grands bailleurs mondiaux dans le domaine de la santé, notamment Gavi, l'Alliance du vaccin, et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, ont eux aussi annoncé des réorganisations majeures, alors que les donateurs réduisent leurs engagements. Les deux organisations ont averti que ces coupes risquaient d'avoir de graves répercussions sur leurs actions visant à sauver des vies et sur les progrès durablement acquis dans la lutte contre les maladies infectieuses.

Les employés du siège de Gavi à Genève s'attendent à une deuxième vague de licenciements après le lancement, fin octobre 2026, d'un plan de transformation prévoyant une réduction de 33% des postes à temps plein et de 40% des postes à temps partiel au sein de son secrétariat au cours des quatre prochaines années. Cette année, l'Alliance du vaccin a déjà supprimé 155 postes à temps plein à Genève à la suite d'une décision de réduire son effectif mondial de 24%. ■